

ASSEMBLÉE NATIONALE

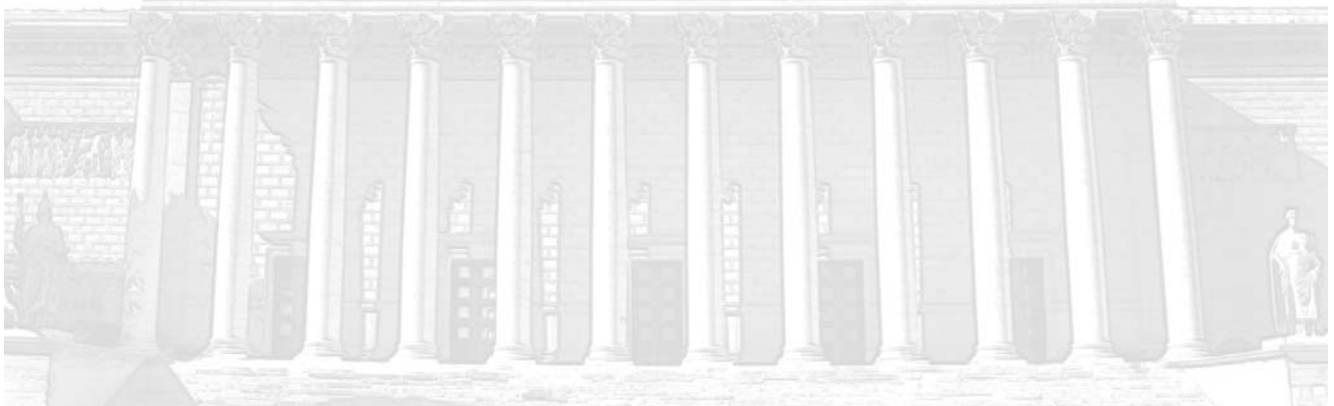
JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XIII^e Législature

SESSION ORDINAIRE DE 2007-2008

2^e séance du jeudi 15 novembre 2007

Articles, amendements et annexes



**JOURNAUX
OFFICIELS**

53^e séance

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2008 (n^{os} 189, 276)

SECONDE PARTIE

Mission « Justice »

ÉTAT B

Autorisations d'engagement : 7 305 717 440 euros ;

Crédits de paiement : 6 519 392 402 euros.

Amendement n° 224 présenté par M. Montebourg, M. Vidalies, M. Blisko et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Justice judiciaire	0	23 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Administration pénitentiaire	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Protection judiciaire de la jeunesse	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Accès au droit et à la justice	30 000 000	0
Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés	0	7 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	30 000 000	30 000 000
Solde	0	

Amendement n° 229 présenté par M. Le Fur, M. Favennec, M. Léonard, M. Bernier, M. Michel Voisin, M. Loïc Bouvard, M. Mariani, M. de Rocca Serra, M. Gest, Mme Grosskost, M. Remiller, Mme Hostalier, M. Poisson, M. Decool, M. Lorgeoux, M. Martin (Marne), M. Censi et M. Vanneste.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Justice judiciaire	0	6 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Administration pénitentiaire	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Protection judiciaire de la jeunesse	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Accès au droit et à la justice	6 000 000	0
Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	6 000 000	6 000 000
Solde	0	

Amendement n° 230 présenté par M. Hunault et les membres du groupe Nouveau Centre.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Justice judiciaire	0	5 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Administration pénitentiaire	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Protection judiciaire de la jeunesse	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Accès au droit et à la justice	5 000 000	0
Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	5 000 000	5 000 000
Solde	0	

MISSION « ENSEIGNEMENT SCOLAIRE »

ÉTAT B

Autorisations d'engagement : 59 318 028 889 euros ;

Crédits de paiement : 59 264 195 936 euros.

Amendement n° 223 présenté par M. Apparu.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	275 327 079
<i>Dont titre 2</i>	0	275 327 079
Vie de l'élève	275 327 079	0
<i>Dont titre 2</i>	275 327 079	0
Enseignement privé du premier et du second degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement technique agricole	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	275 327 079	275 327 079
Solde	0	

Amendement n° 222 présenté par Mme Mazetier, M. Durand, Mme Pinel, Mme Martinel, M. Roy, M. Manscour, Mme Boulestin, M. Juanico, M. Pérat, M. Néri, M. Brottes et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	255 662 445	0
<i>Dont titre 2</i>	255 662 445	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Vie de l'élève	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0

PROGRAMMES	+	-
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	255 662 445
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement technique agricole	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	255 662 445	255 662 445
Solde.....	0	

Amendement n° 221 présenté par Mme Mazetier, M. Durand, Mme Pinel, Mme Martinel, M. Roy, M. Manscour, Mme Boulestin, M. Juanico, M. Pérat, M. Néri, M. Brottes et les membres du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	27 890 000	0
<i>Dont titre 2</i>	27 890 000	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	27 890 000
<i>Dont titre 2</i>	0	27 890 000
Vie de l'élève	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement technique agricole	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	27 890 000	27 890 000
Solde	0	

Amendement n° 278 présenté par le Gouvernement.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Vie de l'élève	15 000 000	0
<i>Dont titre 2</i>	15 000 000	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	15 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement technique agricole	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	15 000 000	15 000 000
Solde	0	

Amendement n° 228 présenté par M. Censi.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Vie de l'élève	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement technique agricole	8 000 000	8 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	8 000 000
Totaux	8 000 000	8 000 000
Solde	0	

Amendement n° 87 présenté par M. Censi, rapporteur spécial au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	8 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Vie de l'élève	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement technique agricole	8 000 000	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	8 000 000	8 000 000
Solde	0	

Amendement n° 227 présenté par M. Lachaud.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Vie de l'élève	0	7 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	7 000 000
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0

PROGRAMMES	+	-
Soutien de la politique de l'éducation nationale	7 000 000	0
<i>Dont titre 2</i>	7 000 000	0
Enseignement technique agricole	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	7 000 000	7 000 000
Solde	0	

Amendement n° 226 présenté par M. Lachaud.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Vie de l'élève	5 000 000	0
<i>Dont titre 2</i>	5 000 000	0
Enseignement privé du premier et du second degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	5 000 000
<i>Dont titre 2</i>	0	5 000 000
Enseignement technique agricole	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	5 000 000	5 000 000
Solde	0	

Amendement n° 88 présenté par M. Censi, rapporteur spécial.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Vie de l'élève	0	800 000
<i>Dont titre 2</i>	0	800 000
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement technique agricole	800 000	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Totaux	800 000	800 000
Solde	0	

Amendement n° 89 présenté par M. Censi, rapporteur spécial.

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(En euros)

PROGRAMMES	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	780 000
<i>Dont titre 2</i>	0	780 000
Vie de l'élève	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	0
<i>Dont titre 2</i>	0	0
Enseignement technique agricole	780 000	0
<i>Dont titre 2</i>	780 000	0
Totaux	780 000	780 000
Solde	0	

Annexes

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 15 novembre 2007, de M. André Gerin, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête en vue d'évaluer la dégradation des conditions de vie et de travail de toutes les catégories de salariés et d'élaborer des propositions afin d'améliorer leurs protections, leurs droits et leurs pouvoirs dans l'entreprise.

Cette proposition de résolution, n° 413, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 15 novembre 2007, de M. Michel Raison, un rapport, n° 412, fait au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs (n° 351).

DÉPÔT DE RAPPORTS EN APPLICATION D'UNE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 15 novembre 2007, de M. le Premier ministre, en application de l'article 13 de la loi de programme n° 2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche, le rapport relatif à la coopération entre les grandes écoles et les universités.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 15 novembre 2007, de M. le Premier ministre, en application de l'article 57 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, le rapport sur le bilan d'application de la loi en faveur des petites et moyennes entreprises et les propositions d'évolution du cadre juridique des relations commerciales.

CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La Conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mardi 20 novembre 2007 à 10 heures dans les salons de la présidence.

TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

Transmissions

M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à Monsieur le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communication du 13 novembre 2007

- E 3389. – Annexe 7. – Avant-projet de budget rectificatif n° 7 au budget général 2007 ((COM [2007] 0687 final)).
- E 3688. – Projet d'action commune du Conseil modifiant l'action commune de 2005 relative à la mission intégrée «État de droit» de l'Union européenne, EUJUST LEX (PESC EUJUST LEX 2007/11).
- E 3689. – Projet d'action commune du Conseil modifiant l'action commune de 2005 concernant la mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS) (PESC EUPOL COPPS 2007/11).
- E 3690. – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil abrogeant la décision 85/368/CEE du Conseil concernant la correspondance des qualifications de formation professionnelle entre États membres des Communautés européennes ((COM [2007] 0680 final)).
- E 3691. – Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la poursuite de la mise en œuvre des programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et *Galileo*) ((COM [2007] 0535 final)).

E 3692. – Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. Programme législatif et de travail de la Commission pour 2008 ((COM [2007] 0640 final)).

Communication du 15 novembre 2007

E 3693. – Proposition de décision du Conseil relative à la signature d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'ancienne République yougos-

lave de Macédoine, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne – Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne ((COM [2007] 0623 final)).

ANALYSE DES SCRUTINS

53^e séance

SCRUTIN n° 47

sur l'amendement n° 224 de M. Montebourg à l'article 33 et l'état B du projet de loi de finances pour 2008 (mission « justice » : augmentation des crédits de l'aide juridictionnelle).

Nombre de votants	218
Nombre de suffrages exprimés	218
Majorité absolue	110
Pour l'adoption	79
Contre	139

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Groupe de l'Union pour un mouvement populaire (321) :

Pour : 6. – MM. Dominique Dord, Jacques Gersperrin, Jean-Pierre Marcon, Jacques Masdeu-Arus, Christian Patria et Jean-Frédéric Poisson.

Contre : 132 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non-votants : MM. Bernard Accoyer (président de l'Assemblée nationale) et Marc Le Fur (président de séance).

Groupe Socialiste, Radical, Citoyen et divers gauche (203) :

Pour : 64 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Contre : 2. – Mmes Catherine Génisson et Catherine Quéré.

Groupe Gauche démocrate et républicaine (24) :

Pour : 9 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe Nouveau Centre (21) :

Contre : 4 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Non-inscrits (7) :

Contre : 1. – M. Thierry Benoit.

Mises au point au sujet du présent scrutin

(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du Règlement de l'Assemblée nationale)

Mmes Catherine Génisson et Catherine Quéré, qui étaient présentes au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote ont fait savoir qu'elles avaient voulu voter « pour ».

MM. Dominique Dord, Jacques Gersperrin, Jean-Pierre Marcon, Jacques Masdeu-Arus, Christian Patria et Jean-Frédéric Poisson, qui étaient présents au moment du scrutin ou qui avaient délégué leur droit de vote ont fait savoir qu'ils avaient voulu voter « contre ».

SCRUTIN n° 48

sur les crédits de la mission « justice » inscrits à l'article 33 du projet de loi de finances pour 2008.

Nombre de votants	219
Nombre de suffrages exprimés	217
Majorité absolue	109
Pour l'adoption	136
Contre	81

L'Assemblée nationale a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Groupe de l'Union pour un mouvement populaire (321) :

Pour : 133 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Contre : 3. – MM. Jean-François Chossy, Yannick Favennec et Mme Françoise Hostalier.

Abstention : 1. – M. Pascal Clément.

Non-votants : MM. Bernard Accoyer (président de l'Assemblée nationale) et Marc Le Fur (président de séance).

Groupe Socialiste, Radical, Citoyen et divers gauche (203) :

Contre : 68 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe Gauche démocrate et républicaine (24) :

Contre : 9 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Groupe Nouveau Centre (21) :

Pour : 3 membres du groupe, présents ou ayant délégué leur droit de vote.

Contre : 1. – M. Stéphane Demilly.

Non-inscrits (7) :

Abstention : 1. – M. Thierry Benoit.

